

Civils de la Défense

Plateforme de recrutement de personnel civil
contractuel du ministère des Armées

Ingénieur en toxicologie computationnelle et toxicologie in vitro F/H

Vert-le-Petit, 91, Essonne, Île-de-France

Type de contrat	Niveau d'études
CDI	Bac + 5 (MASTER - DEA - DESS - ING) ou équivalent
Prise de fonction souhaitée	Date limite de candidature
12/05/2026	-
Domaine professionnel	Niveau d'expérience
SYSTÈMES DE FORCES, SYSTEMES D'ARMES ET ÉQUIPEMENT	Débutant (0 à 5 ans)
Rémunération	Avantages liés au poste
2350€ - 2550€ mensuel net 35,5k€ - 38,5k€ annuel brut (selon expérience)	Restauration collective Parking RTT
Contraintes particulières d'exercice	Télétravail
Habilitation particulière (voir descriptif de l'offre)	Oui

Descriptif de l'organisation

Le ministère des armées assure la protection du territoire, de la population et des intérêts français. Il est également impliqué dans les missions de service public. Pour la réalisation de ses missions, le ministère des armées emploie, outre les militaires, plus de 60 000 civils en France et à l'étranger. Les agents civils apportent leurs compétences techniques ou administratives dans le cadre de missions à forts enjeux ! Devenez Civils de la Défense : contribuez à un monde plus sûr en rejoignant le ministère des armées en CDD ou en CDI !

Descriptif des missions

Vous contribuerez à développer et à appliquer des modèles informatiques avancés pour prédire la toxicité des substances chimiques, en soutien à nos projets de recherche et de développement. Vous développerez et pérenniserez une capacité technique et d'expertise de haut niveau pour assurer le pilotage de programmes d'études et de recherches, par la mise au point de nouvelles méthodologies, dans le domaine de l'évaluation toxicologique d'agents chimiques. Les missions principales seront de: • Développer et mettre en œuvre des méthodes in silico et in vitro pour

l'évaluation des risques toxicologiques.

- Collaborer avec des équipes pluridisciplinaires pour intégrer les modèles dans des processus d'évaluation des risques et de décision.
- Concevoir et valider des modèles prédictifs pour évaluer la toxicité des substances chimiques avec des méthodes telles que le QSAR, les modèles pharmacocinétiques (PBPK), l'apprentissage automatique (Machine Learning) et les modèles basés sur des règles (Structural Alerts) ou encore les jumeaux numériques.
- Participer au développement de modèles in vitro d'évaluation de la toxicité tels que des modèles d'organoïdes, d'organes sur puces et des modèles de tissus ex vivo.
- Analyser et interpréter les données toxicologiques expérimentales et computationnelles afin de fournir des recommandations pour la sécurité des produits.
- Participer à des projets de R&D (développement de logiciels, benchmarking, identification d'outils en workflow) en toxicologie prédictive intégrant des fonctionnalités d'apprentissage basées sur l'intelligence artificielle (IA).
- Participer à des projets de recherche en toxicologie prédictive.
- Contribuer à l'amélioration continue des méthodes et outils utilisés pour l'évaluation des risques.

Profil recherché

Diplôme de niveau Master ou Doctorat en toxicologie, chimie, bioinformatique, ou dans un domaine connexe. Expérience en modélisation toxicologique (QSAR, modélisation mécanistique, Machine Learning, etc.) ou en méthodes alternatives à l'expérimentation animale. Connaissances des bonnes pratiques de laboratoire. Maîtrise des logiciels et outils de modélisation (ex : R, Python, KNIME, Schrodinger, MOE, ADMET Predictor, etc.). Connaissances en chimie médicinale, pharmacologie, ou biologie moléculaire seraient un plus. Capacité à travailler en équipe, à communiquer efficacement avec des experts de différents domaines et à communiquer des résultats techniques à des non-spécialistes. Bonne maîtrise de l'anglais technique, tant à l'oral qu'à l'écrit. Des connaissances et une curiosité pour l'IA seraient un plus.

Process de recrutement

- Envoyez vos lettre de motivation, CV et copie de votre diplôme à : dga-mnrbc.accueil.fct@intradef.gouv.fr
- Le poste pouvant nécessiter d'accéder à des informations relevant du secret de la défense nationale, le titulaire fera l'objet d'une procédure d'habilitation, conformément aux dispositions des articles R.2311-1 et suivants du Code de la défense et de l'IGI n°1300 du 09 août 2021.